

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MERCREDI 11 OCTOBRE 2023 – 9h30

Compte rendu

Étaient présent.e.s :

- Christine BEAUCHEMIN-FLOT
- Jeremy BRETA
- Eva BRUCATO
- Paul-Marie CLARET
- Sylvain CLOCHARD
- Maïla DOUKOURÉ
- Frédérique DUPERRET
- Stéphane LIBS
- Alix MENARD
- Elise MIGNOT
- Pascal ROBIN en visioconférence

Étaient excusé.e.s :

- Martin BIDOU
- Natacha MAXIN

Y assistaient :

- Béatrice BOURSIER
- Romane PÉRISSÉ

11 administrateur.ice.s sur 13 présent.e.s ou représenté.e.s

1. Validation du compte rendu du CA du 30 août 2023

Le compte rendu du Conseil d'Administration du 30 août est validé à l'unanimité.

2. Actualités du SCARE

- Portail

Un rendez-vous au CNC avec Laetitia Facon (cheffe du service de la diffusion numérique et coordinatrice du fonds de soutien 15/25) et Corentin Bichet (chef de l'exploitation) est prévu le 26 octobre pour rendre le bilan de l'appel à projets 15-25 ans. Innopublica accompagnera le SCARE pour détailler les étapes techniques. Elise Mignot sera également présente au rendez-vous.

Plusieurs axes sont à développer dans les semaines qui suivent, en attendant un prochain accompagnement. Un partenariat avec OpenAgenda, site en données ouvertes qui recense près de 150 000 événements en France et travaille avec les institutions et collectivités locales, est en cours. Le but est d'interfacer le portail du SCARE et OpenAgenda pour permettre une meilleure interopérabilité et un meilleur relai des événements.

Un dossier va être déposé à l'appel à projet « Aide aux moyens techniques : collège diffusion » du CNC, visant à aider les projets techniques dans le domaine de la diffusion, pour obtenir un accompagnement sur la suite du projet. Le dossier est à rendre le 19 octobre pour une commission fin novembre.

Un des points principaux de ce dossier est le développement de l'OpenFilms, qui serait une base de données sur les films et leurs métadonnées (cinéaste, casting, nationalité, synopsis, matériel de communication...) enrichie par les distributeur.ice.s. Il permettrait d'éviter les multiples ressaisies dans la communication des exploitant.e.s, et d'avoir une normalisation des métadonnées pour éviter les erreurs.

La deuxième partie repose sur l'interfaçage avec les logiciels de caisse pour la remontée des séances en données ouvertes. Les éditeurs avaient déjà été consultés pendant la première phase du projet, et les développements techniques nécessaires à cet interfaçage nécessitent un accompagnement financier.

LuckyLab présente également un projet pour le développement de mini-sites spécifiques à chaque film, et souhaite également faire remonter les séances depuis les caisses des indépendant.e.s. Ils vont nous adresser une lettre de soutien à joindre à notre dossier, et inversement, insistant sur un travail commun dans l'intérêt général de la profession.

Enfin, une grande partie de la subvention serait investie dans le recrutement d'une personne dédiée majoritairement au projet du portail, et en partie au suivi du projet de collecte de données.

- Collecte

Un dossier va être déposé au Ministère de la Culture le 1^{er} décembre pour l'appel à projet « Services Numériques Innovants », pour une subvention à hauteur de 30 000€ maximum.

Il a été défini avec Klox un objectif de 50 salles participantes d'ici janvier 2024. Nous sommes toujours confrontés au problème du backoffice Webedia, qui ne permet pas aux salles de poser elles-mêmes le pixel. Un modèle de courrier va être rédigé pour demander à Webedia la pose de Google Tag Manager sur tous les sites, afin que les salles puissent poser le pixel.

LuckyLab souhaite également développer une collecte des données des salles pour faire des campagnes sur les réseaux sociaux. Les administrateur.rice.s attendent plus de détails et un contrat avant de se prononcer par un vote.

- TikTok

Le compte des ambassadeur.rice.s OhMyCiné! sera officiellement lancé le 25 octobre. Une campagne dans les cinémas et sur les réseaux sociaux a été élaborée, et une dizaine de vidéos déjà prêtes serviront au lancement. Le bureau continue d'être en contact avec les médiateur.rice.s des salles pour mobiliser les ambassadeur.rice.s.

- Formations

Une session en maintenance cabine s'est déroulée les 26 et 27 septembre à Paris, avec 5 inscrit.e.s. Après plusieurs discussions, CinéDigital est revenu vers la CST pour l'organisation de sessions de formation dans leurs locaux en régions. Il a été convenu d'une première session à Lyon début 2024 : le SCARE va contacter le GRAC et l'ACRIRA pour définir des dates qui conviendraient le mieux à leurs adhérent.e.s.

La première session de formation en Initiation à la projection numérique s'est tenue les 4 et 5 octobre, animée par Hans Nikolas Locher et Mathieu Guetta de la CST, avec 7 inscrit.e.s (jauge maximale). La formation a été un succès, tant sur le nombre d'inscrits que sur la satisfaction générale, témoignant d'un réel besoin des salles pour cette formation.

Une prochaine session de formation en Ressources Humaines est prévue les 9 et 10 novembre à Paris. Malgré le besoin évident des salles pour cette formation, au vu des retours des participant.e.s précédent.e.s, les sessions ont du mal à se remplir.

3. Art et Essai

Congrès

La réunion des adhérent.e.s du SCARE au Congrès des Exploitants a réuni environ 65 personnes. Une grande diversité très engagée dans l'Art et Essai a été réunie : salles de petites, moyennes et grandes villes, cinémas itinérants, associations régionales (Macao, Le Récit), organisations professionnelles (AFCAE, GNCR, Bureau de la Médiation du Cinéma). Le format de la discussion, horizontal et pédagogique, a été très apprécié. La parole était assez libre et a permis à un plus grand nombre de personnes de s'exprimer.

Les échanges ont montré que l'Art et Essai intéresse et interroge beaucoup les salles, et que la démarche politique du SCARE est soutenue par une majorité des adhérent.e.s présent.e.s. Un accent sur l'animation a été exprimé.

Le format est à garder en tête pour l'année prochaine. La présence des distributeur.rice.s convié.e.s à s'exprimer sur le sujet de la réforme de l'Art & Essai, n'a pas été possible en raison de leur absence au Congrès le mardi.

Rendez-vous direction du cinéma

Un rendez-vous est prévu entre le bureau de la FNCF et la direction du cinéma du CNC le 14 novembre au sujet de la réforme de l'Art et Essai. Une réunion préparatoire est prévue avec la FNCF, l'AFCAE et le SCARE. Les administrateur.rice.s regrettent l'absence d'une voix spécifique au SCARE dans les discussions avec le CNC.

Il est convenu de demander un rendez-vous spécifique à Lionel Bertinet à l'issue de la réunion avec les 3 organismes, si des divergences perdurent.

Le SCARE a soulevé la question de l'Aide à la Programmation Difficile auprès du CNC, plusieurs adhérent.e.s ayant exprimé la crainte que cette aide disparaisse en étant absorbée par l'enveloppe Art et Essai. La réponse du CNC n'a pas été claire : la question de l'APD sera traitée en même temps que la réforme Art et Essai.

4. Engagements de diffusion / programmation

Projet de loi Bacchi

Les adhérent.e.s du SCARE sont peu concerné.e.s par les engagements de programmation, les administrateur.rice.s ne se prononcent donc pas sur le projet de loi Bacchi.

5. Audition Sarah Legrain, Vice-présidente commission culture Assemblée Nationale, sur PLF 2024

Le SCARE sera auditionné le 11 octobre après midi sur le Projet de Loi de Finances 2024 par la députée Sarah Legrain (LFI), vice-présidente de la commission culture. Stéphane Libs, Sylvain Clochard et Béatrice Boursier seront présent.e.s.

Les administrateur.rice.s constatent que malgré une augmentation du budget de la culture de 6%, dont 4,025% pour l'audiovisuel public, aucune mention du cinéma n'est faite dans le dossier de presse du PLF.

L'accent est mis sur la transition énergétique, avec la création d'un fonds Alternative verte 2. Les administrateur.rice.s relèvent une tendance des subventionnements publics qui vont de plus en plus vers les appels à projets et non pas vers les fonds de fonctionnement ou d'investissement. Cette logique rend difficile la viabilité des structures, car elles ne peuvent pas investir et se projeter au long terme avec des appels à projets uniques. De plus, en ce qui concerne la transition écologique de l'exploitation, des solutions connues, comme le changement des projecteurs vers du laser ou des centrales de traitement d'air n'étant pas innovantes, ne peuvent être accompagnées.

Le fonds Alternatives vertes 2 s'adresse à des projets innovants, novateurs et répliquables à d'autres secteurs. Certaines associations de salles, notamment l'ACAP, comptent déposer un dossier pour travailler sur les transports et la mobilité des spectateur.rice.s. Le SCARE pourrait également s'emparer de cet appel à projet, et les administrateur.rice.s évoquent plusieurs pistes : le laser, les CTA, les transports, les animations...

L'angle « récit » de la transition écologique pourrait être intéressant à explorer, car peu évoqué dans

l'exploitation jusqu'à présent : créer des outils pour que les salles puissent créer des animations et événements plus respectueux de l'environnement. Alix Ménard et Maïla Doukouré se portent volontaires pour réfléchir à cette question.

6. Questions diverses

Tour de France transition énergétique

Le CNC a annoncé lors du Congrès un Tour de France de la transition énergétique, pour former les salles aux gestes permettant la réduction de l'empreinte carbone, sur un même modèle que le Tour de France digital. Aucun appel à candidatures n'a été lancé par le CNC pour le moment. Les formations semblent déjà attribuées à Cinéo, dont la présidente est Marie-Christine Désandré qui préside également la commission transition énergétique. Présenter une candidature du SCARE, en partenariat éventuellement avec la Femis et l'ADRC, semble compliqué.

Les candidatures de deux administratrices du Scare à la commission transition écologique ont été refusées.

Dispositifs scolaires

A la rentrée, le Ministère de l'Education nationale a publié un document de recommandation sur l'organisation du remplacement des enseignants, qui préconise le remplacement systématique des professeur.e.s absents et le déplacement des temps de formation des professeur.e.s hors temps scolaire. Les académies de Nice et de Caen ont déjà commencé à appliquer ces recommandations, et les coordinations constatent déjà la forte démobilitation que cela engendre sur les formations.

L'archipel des Lucioles a alerté le CNC sur cette recommandation lors du Congrès des Exploitants, et Richard Patry a envoyé un courrier à la ministre de la Culture pour qu'elle agisse auprès de Gabriel Attal, ministre de l'Education Nationale. Le CNC a confirmé que cette recommandation a été produite sans concertation des acteur.rice.s culturel.le.s, et souhaite demander une reconsidération. De leur côté, les professeur.e.s envoient de nombreuses lettres de protestation aux salles et aux coordinations.

Il est paradoxal de voir les objectifs du PLF de doubler le nombre d'élèves touché.e.s par l'éducation artistique et culturelle dans ce contexte. Les dispositifs sont de plus en plus mis à mal, peut être car les élu.e.s les voient comme désuets, et cherchent plus à s'axer sur l'éducation aux médias. L'éducation au cinéma les touchent de moins en moins, d'où une nécessité de créer un récit pour lui redonner de l'importance.

La séance est levée à 12h30.